

Les chefs d'Etat-major d'Afrique centrale avancent des "options" pour la RDC

Source AFP Les chefs d'Etat-major des armées d'Afrique centrale ont élaboré des stratégies militaires pour aider la République démocratique du Congo (RDC) à vaincre les rebelles dans l'est du pays, a-t-on appris vendredi de source officielle. La Commission de défense et de sécurité de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) a arrêté une combinaison d'options qu'elle soumettra aux dirigeants du bloc régional lors de leur prochain sommet, selon un communiqué publié à la clôture d'une semaine de travaux à Kinshasa. Aucun détail n'a filtré sur le contenu des stratégies élaborées par les chefs d'Etat-major, les commandants de police et de gendarmerie et les responsables des ministères des Affaires étrangères, réunis de mardi à vendredi dans la capitale congolaise. Mais le ministre de la Défense congolaise, Charles Mwando Nsimba, a espéré que ces propositions "retiendront l'attention des chefs d'Etat" et "donneront lieu à des résolutions concrètes pouvant permettre aux commandants des armées de notre sous-région de pouvoir agir sur le terrain". Au cours de la cérémonie de clôture, il a également affirmé que cette rencontre avait "donné à la RDC le sentiment de fierté d'appartenir à une sous-région solidaire". Les participants ont en effet condamné "les tentatives de déstabilisation de la RDC" et manifesté leur "solidarité et leur appui aux efforts déployés en vue de restaurer, de manière durable, la paix et la sécurité sur toute l'étendue de la RDC". Le pays est confronté depuis trois mois à une reprise des combats dans la province du Nord-Kivu (est) entre l'armée et la rébellion de Laurent Nkunda. D'autres groupes armés créent de l'insécurité en Ituri (est), notamment. La CEEAC, qui est actuellement présidée par le président congolais Joseph Kabila, comprend dix pays d'Afrique centrale: Angola, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Gabon, Guinée équatoriale, Congo, RDC, Sao Tomé et Príncipe et Tchad. Le Rwanda s'était retiré de la CEEAC en juin 2007.